

Les services de base et les infrastructures du Niger ne sont pas encore suffisants

Dépêche No. 320, Afrobarometer | Victor Emmanuel Ekwa Bebe III

Résumé

« Malgré les améliorations, force est de reconnaître que des insuffisances majeures persistent relativement à: (i) la qualité des routes, (ii) la faible couverture du pays en route et (iii) la surcharge sur les routes ». Cet extrait du Plan de Développement Economique et Social 2017-2021 du gouvernement du Niger en dit long sur les défis à relever (République du Niger, 2017).

Le même diagnostic est fait pour ce qui concerne les services sociaux. Quant aux mesures sécuritaires, cette boussole des autorités a également prévu des mesures simultanées pour la protection à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Afrobarometer a justement enquêté sur la présence de divers services à travers le territoire nigérien. Dans l'ensemble, l'électricité manque sur la majorité du territoire, tandis que l'eau courante est davantage accessible. Les bureaux de poste sont aussi très absents, contrairement aux marchés et aux moyens de transport payants.

Quant aux forces de défense et de sécurité, elles sont assez rares dans le pays. Il faut aussi noter que les milieux urbains sont plus avantagés sur tous ces aspects que les milieux ruraux.

En outre, les infrastructures routières dans leur majorité sont en matériaux précaires (terre, gravillons), les pavés et le goudron desservant généralement les zones urbaines et les routes entre les villes.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans les pays africains. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays depuis 1999. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Niger, dirigée par le Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL), a interviewé 1.200 adultes nigériens en avril 2018. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Niger en 2013 et 2016.

Résultats clés

- La majorité (57%) des Nigériens n'ont pas accès à un réseau électrique dans leur zone d'habitation, contre 43% qui y ont accès. S'agissant de l'eau courante, c'est 59% de la population qui ont le précieux liquide installé dans ses environs, contre 41% qui ne l'ont pas.

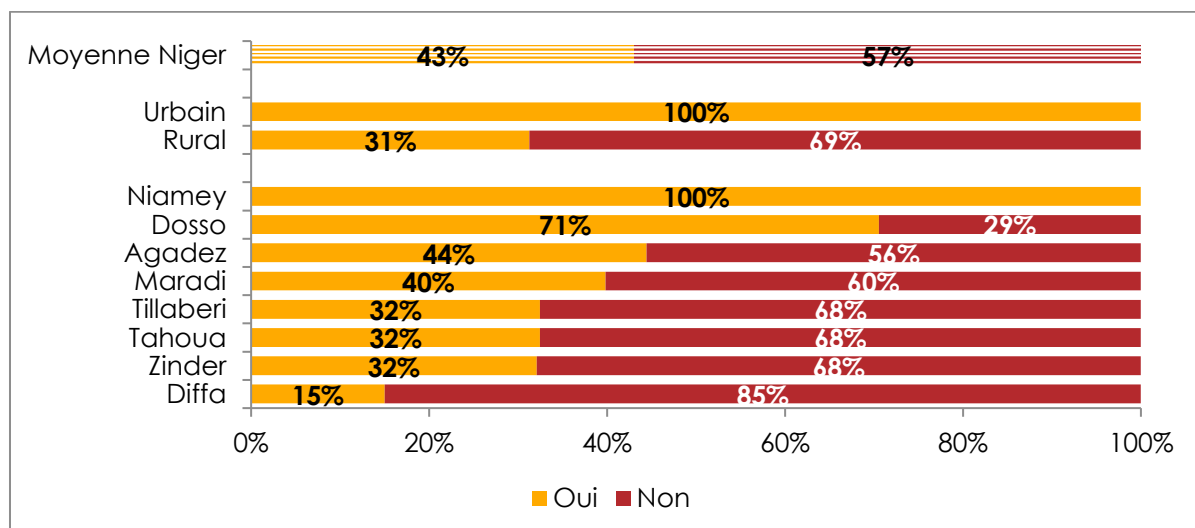
- Les systèmes d'évacuation des eaux usées, les bureaux de poste, et les postes de police ou de gendarmerie manquent à la majorité de la population, contrairement aux réseaux GSM, aux écoles, et aux centres de santé.
- Les marchés sont assez présents dans les localités du pays, contrairement aux institutions bancaires et de microfinance. De même, les moyens de transport sont assez réguliers dans le quotidien des vies nigériennes, tandis que les forces armées, publiques comme privées, manquent souvent.
- Le Niger a encore besoin de beaucoup de routes pour desservir ses localités, et la majorité de celles qui existent sont en terre. Un moins grand nombre est en goudron ou en pavé, tandis que le reste est fait de pierres et d'autres matériaux.
- Les services et infrastructures sont, dans leur majorité, plus présents en zone urbaine qu'en zone rurale.

Il y a encore du chemin pour des services à la portée de tous

Pour évaluer l'accès des citoyens aux services publics de base, les enquêteurs d'Afrobarometer notent des observations par rapport à la présence ou l'absence d'infrastructures dans les nombreux sites visités sur le terrain. La présence de certaines infrastructures, comme l'électricité ou l'eau courante, ne signifie pas forcément l'accès de tous auxdits services. Cependant cela, elle donne une idée assez réaliste de l'existence ou non des services en question dans la zone.

L'électricité, élément essentiel du fonctionnement de tout pays moderne, peine encore à atteindre tous les Nigériens. Un peu plus de quatre Nigériens sur 10 (43%) ont accès à un réseau électrique dans leur zone, tandis que 57% sont hors zone connexion et se débrouillent comme ils peuvent. Si le raccordement est total en zone urbaine, Niamey notamment, il est disparate et très faible en zone rurale, Diffa étant la région la plus défavorisée à ce sujet, avec seulement 15% d'accès aux installations électriques¹ (Figure 1).

Figure 1: Présence de réseau électrique | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018



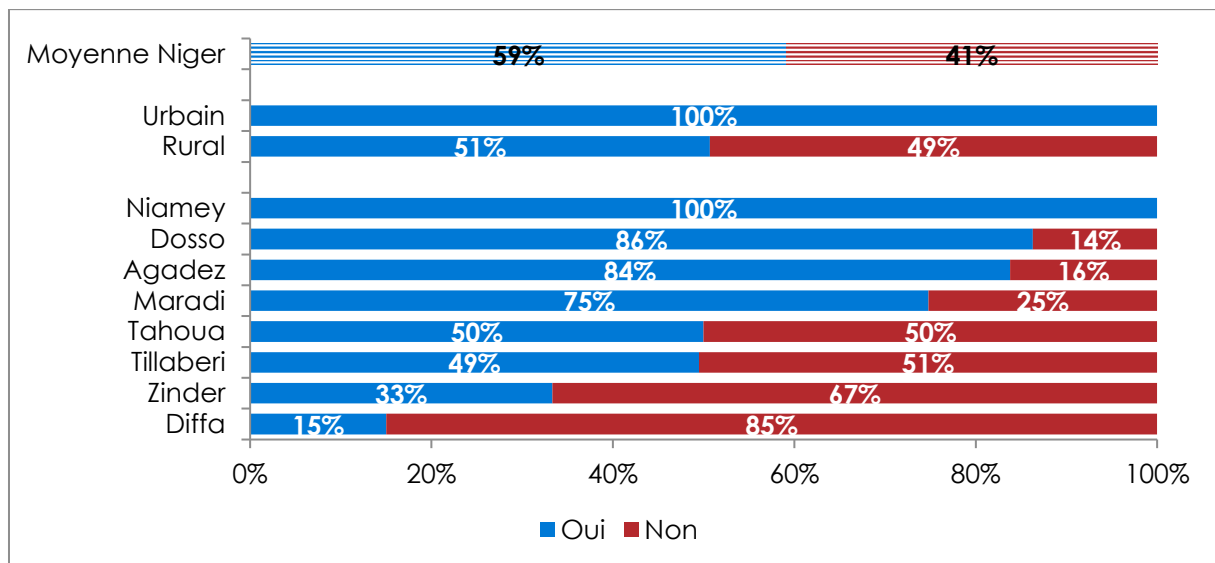
Question posée aux enquêteurs: Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement: Réseau électrique accessible à la plupart des maisons?

¹ Conformément à leur proportion de la population totale du Niger, les échantillons de petites dimensions dans les régions faiblement peuplées de Diffa et Agadez produisent des résultats dont les marges d'erreur sont très importantes. Ces résultats devront être considérés comme strictement suggestifs.

De même, Niamey est à l'abri des problèmes d'installations en eau courante, contrairement aux autres régions. Si Dosso, Agadez, et Maradi sont au-dessus de la moyenne nationale (59%), Tahoua, Tillabéri, Zinder, et Diffa connaissent une absence importante de tuyaux et robinets (Figure 2).

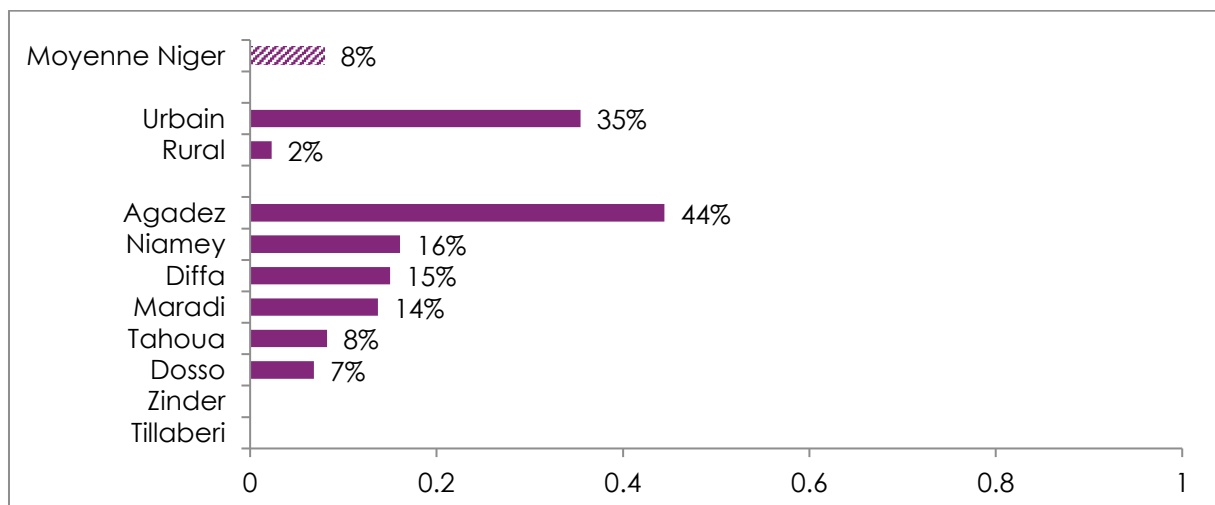
L'eau existe, certes, mais c'est la question de son évacuation après usage qui se pose avec acuité. Seuls 8% des Nigériens – et seuls 2% en zone rurale – habitent dans des communautés desservies par un système d'évacuation des eaux usées. Les régions les moins nanties sont Tillabéri et Zinder (Figure 3).

Figure 2: Présence d'eau courante | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018



Question posée aux enquêteurs: Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement: Système d'adduction d'eau accessible à la plupart des maisons?

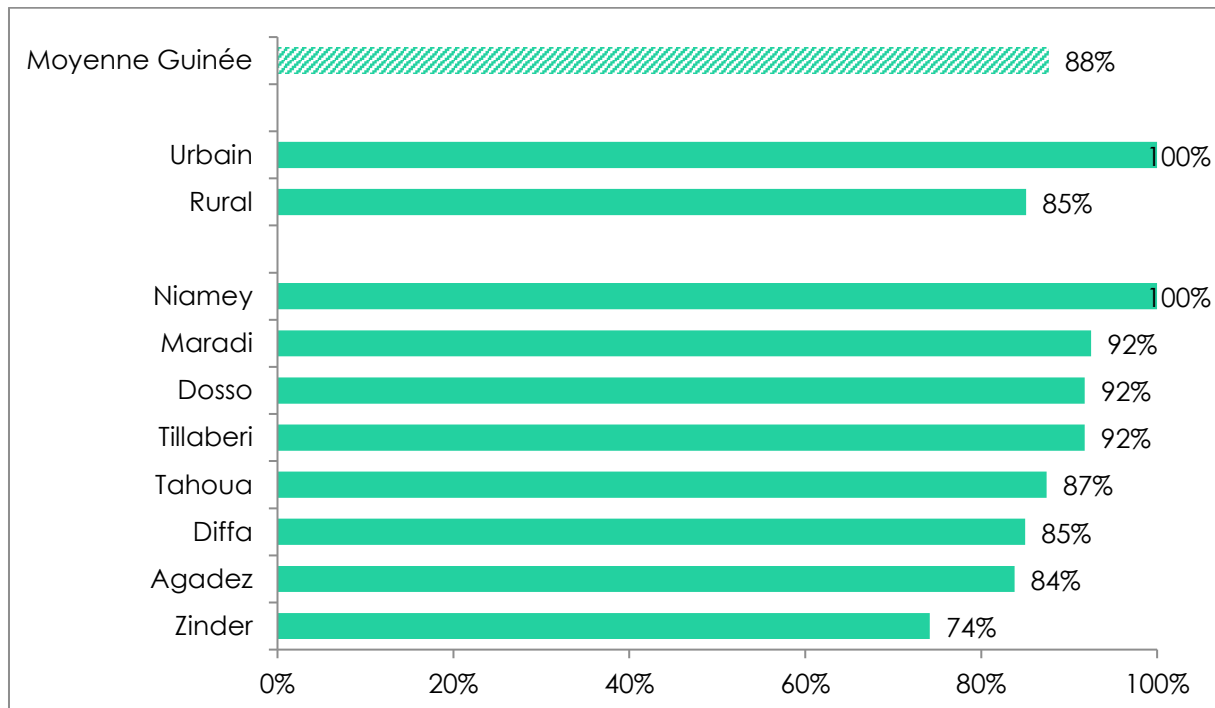
Figure 3: Présence de système d'évacuation d'eaux usées | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018



Question posée aux enquêteurs: Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement: Système d'évacuation des eaux usées accessible à la plupart des maisons? (% « oui »)

Chose curieuse ...ou pas, la technologie a plus de succès que les services basiques cités précédemment. Si on a pour habitude de parler du fort taux de pénétration de la téléphonie en Afrique, le Niger en est un exemple, avec l'extension rapide de la téléphonie mobile dans le pays. Plus de huit sur 10 (85%) en zone rurale et 100% en zone urbaine, tels sont les chiffres sur la présence de réseau(x) GSM dans le pays. Niamey a la première place (100%) et Zinder vient en queue de classement (74%) (Figure 4).

Figure 4: Présence de réseau GSM | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018



Question posée aux enquêteurs: Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement: Réseau GSM? (% « oui »)

Cependant, si ce moyen de communication connaît du succès, il a relégué bien loin derrière lui son ancêtre: la correspondance écrite voire tous les services connexes qui vont avec. Hasard ou pas, il n'y a que 14% de Nigériens qui peuvent vous parler de l'existence d'un bureau de poste dans leur environnement direct. Le reste de la population n'en bénéficie pas.

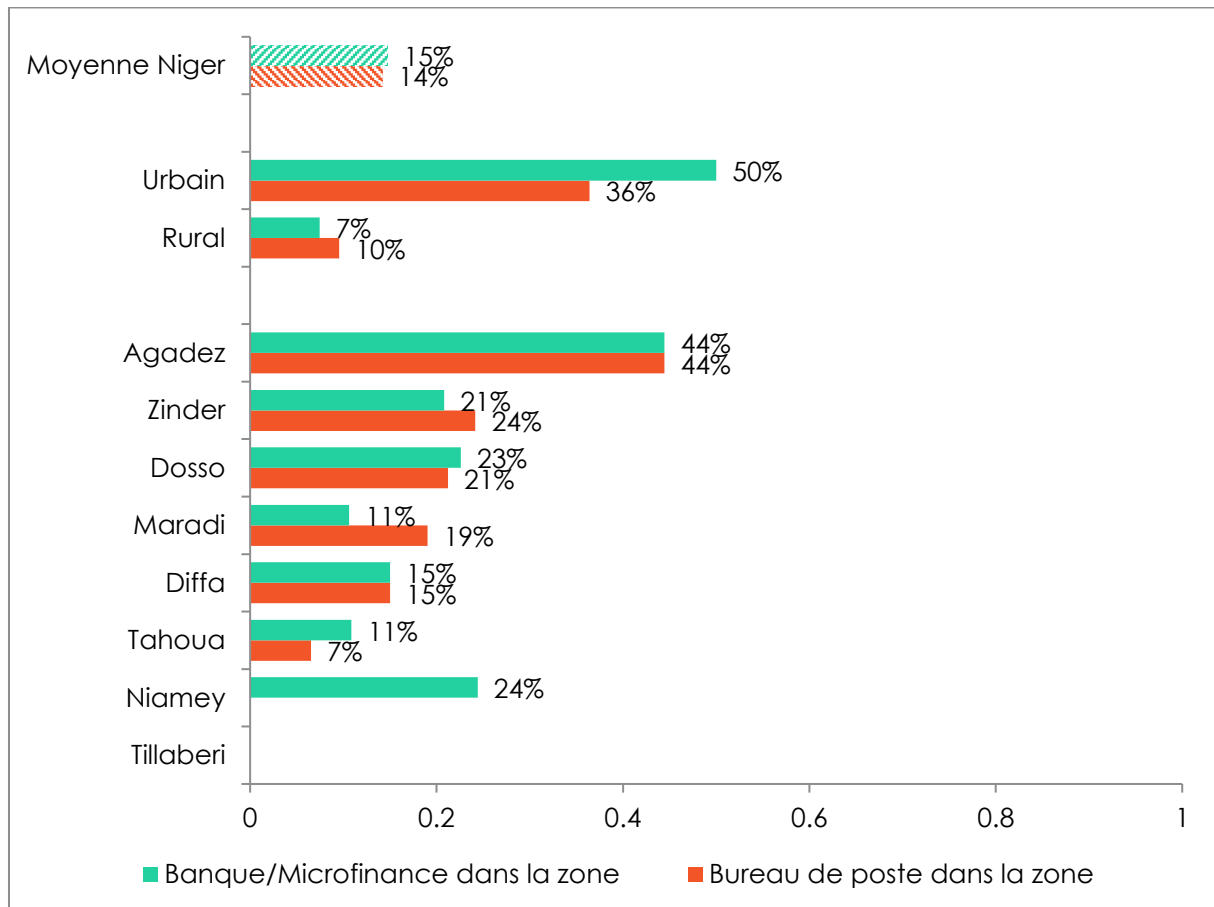
Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Tillabéri et la capitale, Niamey, n'en ont pas du tout, contrairement à Agadez, dont 44% des habitants peuvent en bénéficier, record national (Figure 5).

Les institutions bancaires et les organismes de microfinance ne sont pas la chose la mieux partagée dans

le pays. Le milieu urbain est à 50% de présence tandis que le milieu rural est à 7%, le tout portant la moyenne nationale à 15%. Agadez est la première bénéficiaire de ces services, avec 44% de présence. A contrario, Tillabéri brille à 100% d'absence de ces facilités dans l'environnement direct de ses habitants.

Figure 5: Présence de bureaux de poste et de banques | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018



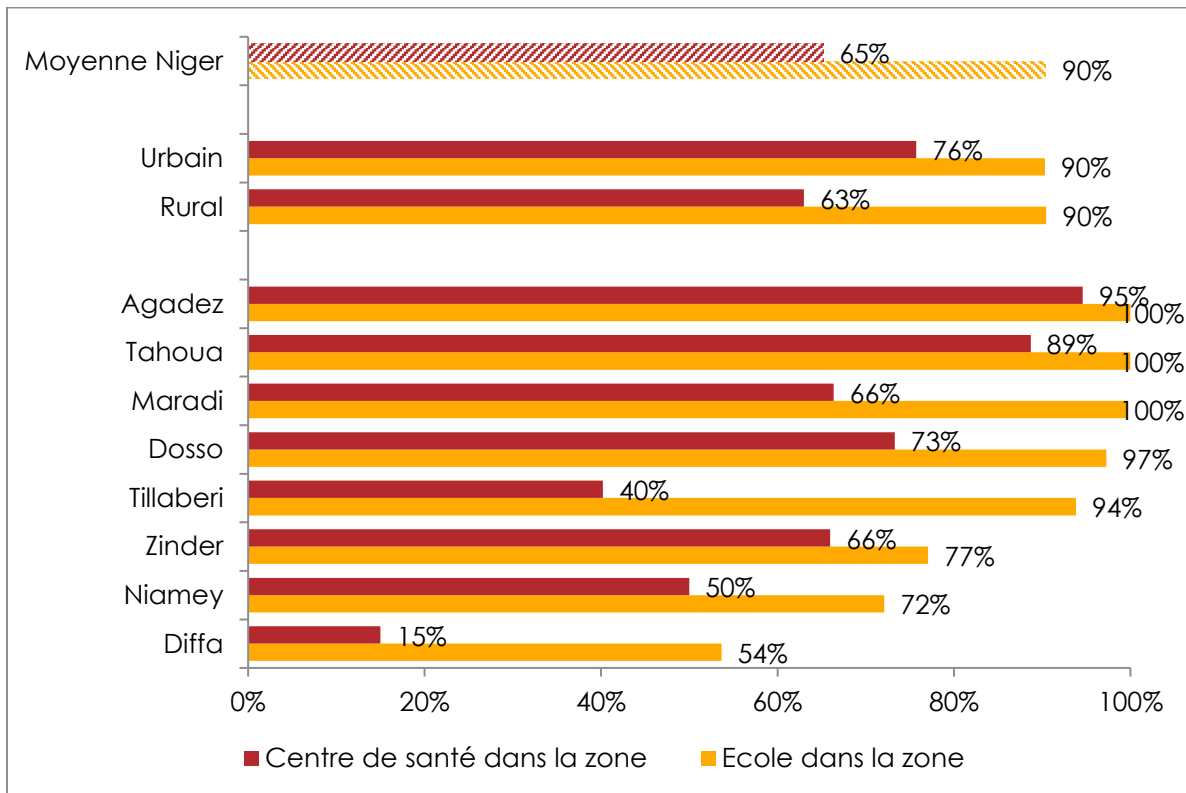
Question posée aux enquêteurs: Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Bureau de poste? Banque? (% de ceux qui répondent « oui »)

Une satisfaction réside cependant dans l'éducation: Neuf Nigériens sur 10 (90%) ont une école dans leur rayon d'action. Pour une fois, égalité parfaite entre l'urbain et le rural se dessine. Néanmoins, Diffa est la zone la plus délaissée dans ce domaine, avec seulement 54% de son espace couverte par le système éducatif formel. A ce niveau, on constate curieusement que Diffa est suivie de Niamey dans ce mauvais classement: 72%. Toutes les autres six zones du pays se portent mieux, et Agadez, Maradi, et Tahoua sont les plus pourvues en fonction de leur population et de sa répartition géographique (Figure 6).

A l'instar de l'éducation, les infrastructures sanitaires aussi sont bien représentées, même si elles apparaissent moins que les écoles. Près de deux tiers (65%) des Nigériens ont un centre de santé autour d'eux. Là, Agadez (95%) est en tête de peloton au détriment même de Niamey. La capitale est à 50% de présence sanitaire, suivie des deux derniers du classement que sont Tillabéri (40%) et Diffa (15%).

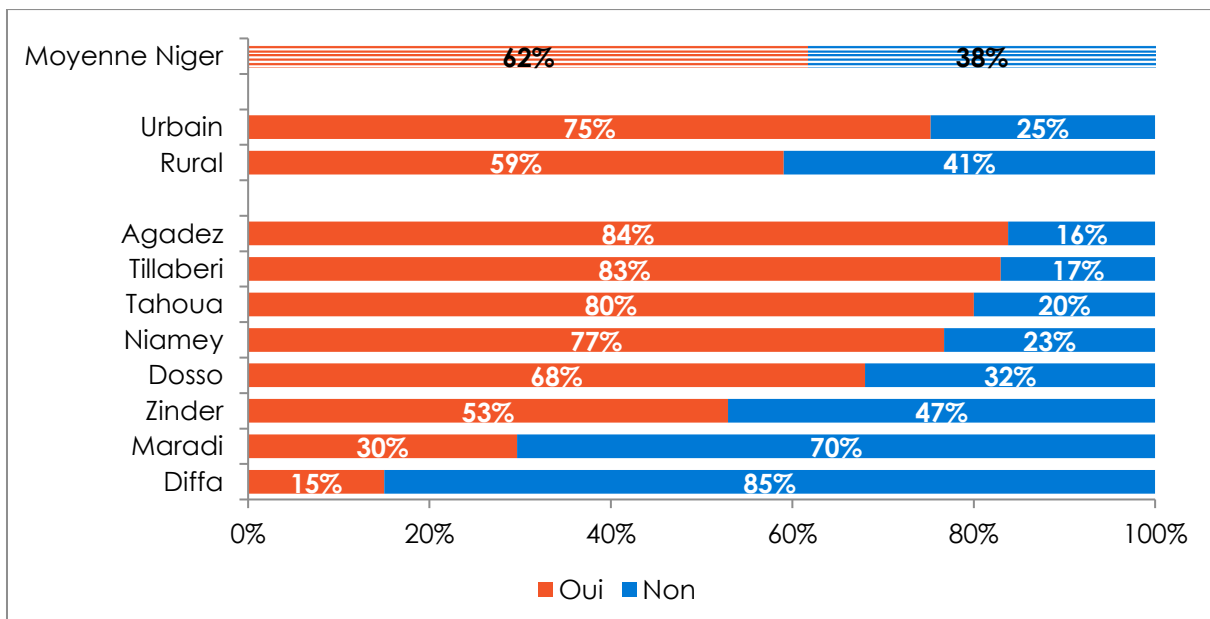
Les marchés également, pour les vivres et les vêtements, sont proches de plus de six Nigériens sur 10 (62%). Les zones urbaines (75%) sont privilégiées face aux zones rurales (59%). Agadez, Tillabéri, Tahoua, et Niamey sont mieux loties que Dosso, Zinder, Maradi, et Diffa (Figure 7).

Figure 6: Présence d'écoles et de centres de santé | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018



Question posée aux enquêteurs: Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Ecole (privée, publique, ou les deux)? Centre de santé? (% de ceux qui répondent « oui »)

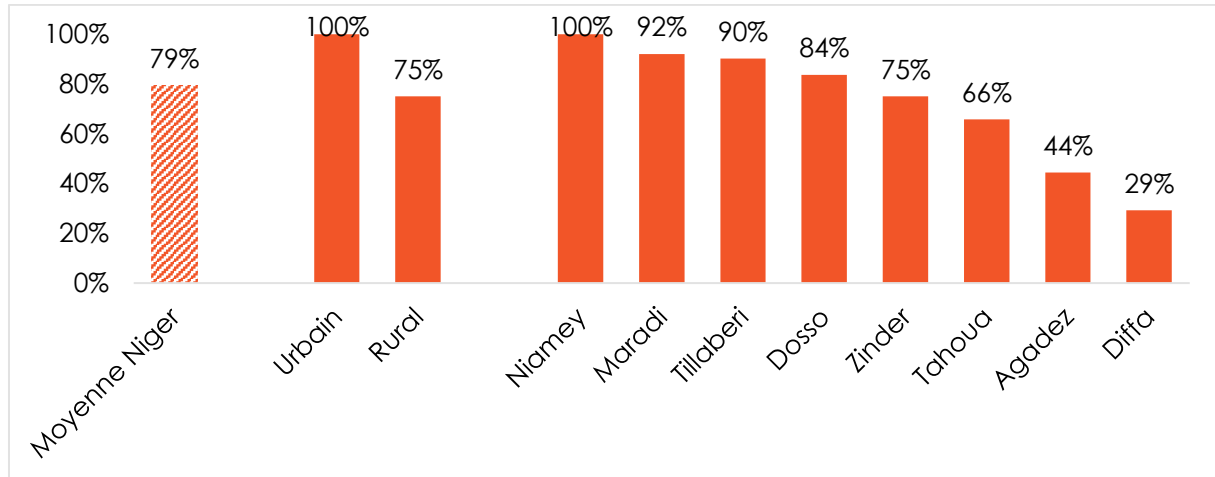
Figure 7: Présence de marché | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018



Question posée aux enquêteurs: Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Marché (vente d'épices, de vivres, et/ou de vêtements)?

Les transports en commun sont un facteur moins préoccupant, étant accessible à huit Nigériens sur 10, soit 79%, dont 100% en zone urbaine et 75% en zone rurale (Figure 8).

Figure 8: Présence de moyens de transport réguliers | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018

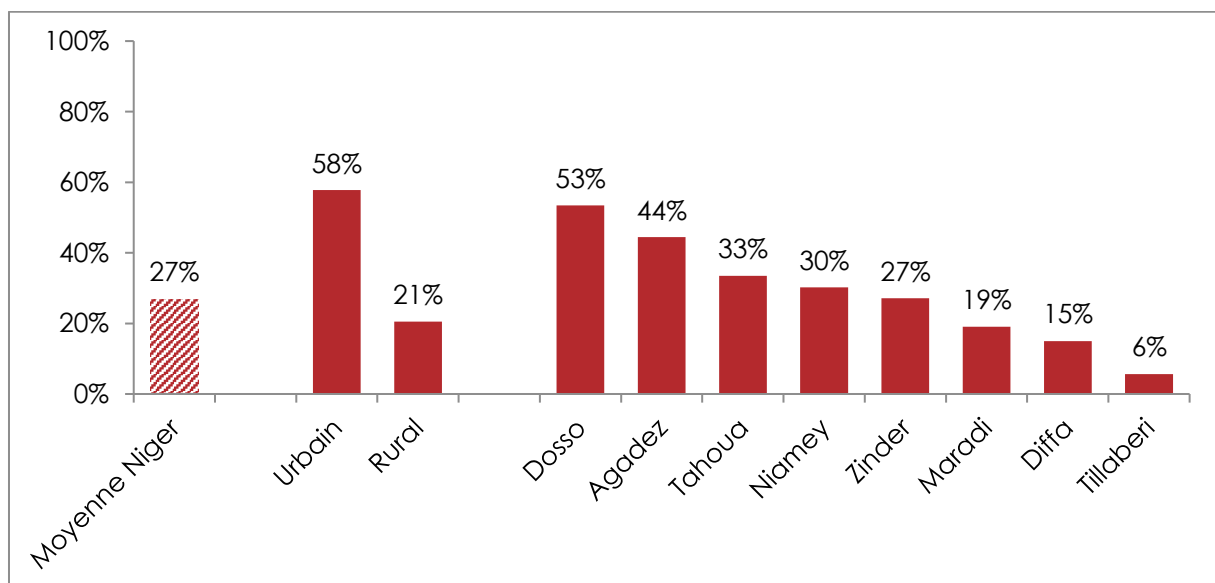


Question posée aux enquêteurs: Y a-t-il un quelconque moyen de transport payant, tel qu'un autobus, taxi, vélomoteur, ou tout autre moyen disponible quotidiennement? (% « oui »)

Besoin de plus de sécurité?

Le Niger, confrontés à des questions cruciales de sécurité compte tenu du terrorisme, dispose cependant d'une présence limitée de forces armées pour assurer la sécurité de ses habitants. Les enquêteurs d'Afrobarometer ont trouvé un poste de police ou de gendarmerie dans 27% des zones visitées, y compris 58% en zone urbaine, avec un pic à Dosso (53%) et le rouge à Tillabéri (6%) (Figure 9).

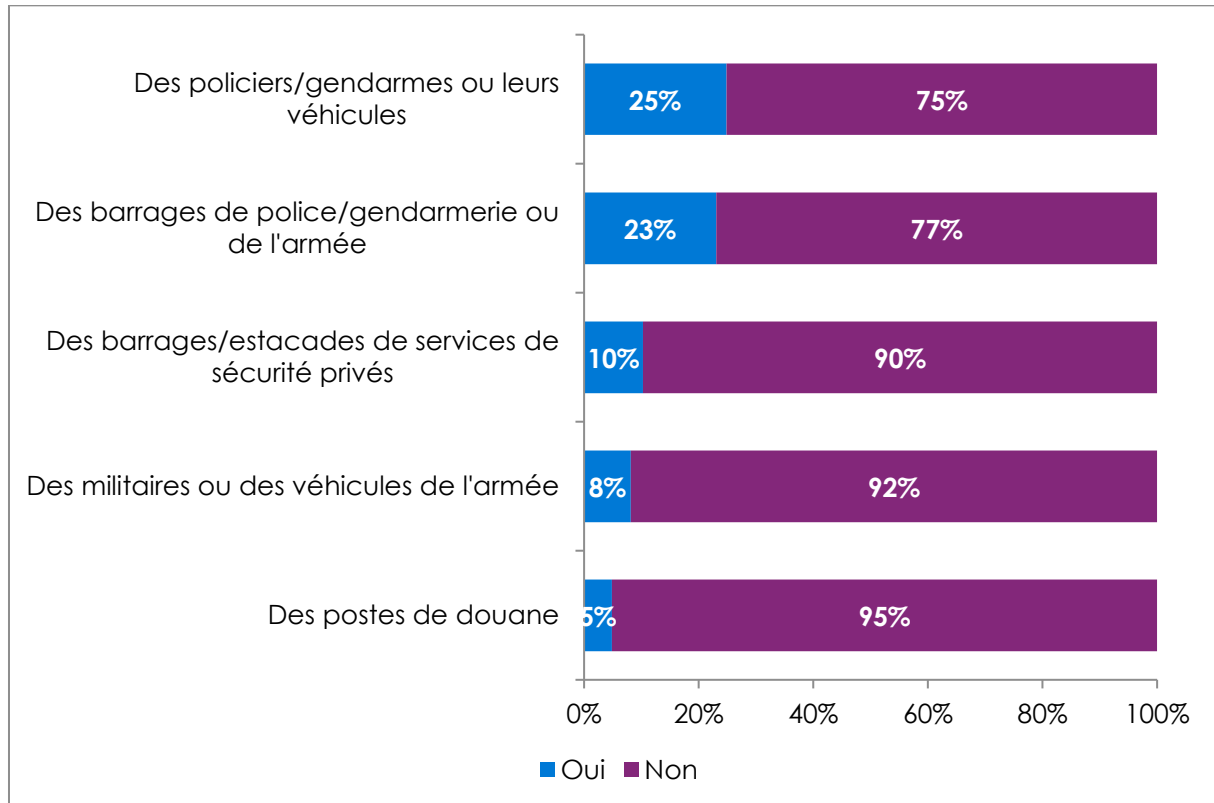
Figure 9: Présence de poste de police/gendarmerie | par milieu de résidence et par région | Niger | 2018



Question posée aux enquêteurs: Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Poste de police/gendarmerie? (% « oui »)

Question sécurité donc, les policiers et les gendarmes ainsi que leurs véhicules sont peu présents (25%). De même, les services de sécurité privée ou leurs barrages (10%), l'armée ou ses véhicules (8%), ou encore la douane (5%) marquent également une présence mitigée (Figure 10).

Figure 10: Présence de forces de sécurité | Niger | 2018



Questions posées aux enquêteurs: Avez-vous (ou l'un quelconque de vos collègues) aperçu dans cette zone de dénombrement:

Des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie?

Des militaires ou des véhicules de l'armée?

Des barrages de police/gendarmerie ou de l'armée?

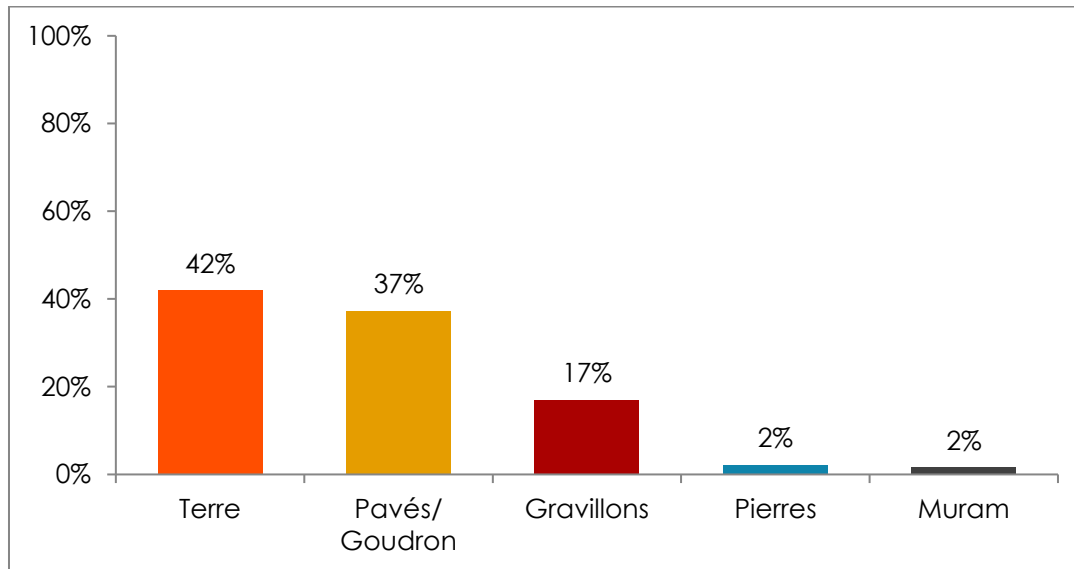
Des postes de douane?

Des barrages ou estacades mis en place par des services de sécurité privés ou par la communauté locale?

Davantage de routes, en qualité et en quantité

Pour ce qui est des infrastructures routières, véritables vecteurs de développement, moyens de communication, et facilitateurs de mouvements des personnes et des biens, elles sont fortement demandées. Les relais entre les différentes régions, villes, campagnes sont pour la plupart en matériaux précaire. Cela se traduit à travers le chemin parcouru (les cinq derniers kilomètres) pour atteindre les zones de dénombrement de l'échantillon Afrobarometer: plus de terre (42%), moins de pavés ou de goudron (37%), et le reste en gravillons (17%) et autres matériaux provisoires (4%) (Figure 11).

Figure 11: Type de route | Niger | 2018



Question posée aux enquêteurs: Quelle était le matériau le plus courant sur les cinq derniers kilomètres avant le point de départ de la zone de dénombrement?

Conclusion

Le Niger, positionné dans le fond du classement des pays du monde en termes de l'Indice de Développement Humain, ambitionne cependant redorer le blason. Beaucoup de choses restent à améliorer au vu des constats relevés, comme les services et les infrastructures, ce qui prouve que l'action engagée en 2017 était pertinente. L'inauguration récente du nouvel aéroport, par exemple, est dans la droite ligne de la modernisation du pays. Mais sur le plan socioéconomique, c'est juste un pas, parmi les nombreux éléments sur lesquels les dirigeants doivent se pencher.

Référence

République du Niger. (2017). Plan de développement économique et social 2017-2021.

Victor Emmanuel Ekwa Bébé III est consultant et ancien coordinateur de la communication pour l'Afrique francophone à Afrobarometer. Email: victorekwa@gmail.com

Afrobaromètre, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7^{ème} round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel. Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos rapports sur les média sociaux à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 320, Afrobarometer | 8 septembre 2019